

Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti d'ECOSOC appelle la communauté internationale à soutenir de toute urgence les efforts humanitaires en Haïti

Le 3 novembre 2022

Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti d'ECOSOC est profondément préoccupé par la détérioration rapide de la situation humanitaire en Haïti, où environ la moitié de la population a besoin d'une aide humanitaire et où une nouvelle épidémie de choléra aggrave la situation déjà désastreuse.

Nous sommes alarmés par le fait que le blocus continu des routes, des ports et du principal terminal pétrolier par des bandes armées entraînera de nombreux décès évitables en raison du manque d'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires appropriées, aux soins de santé de base et à la nourriture. La violence des gangs et les pénuries de carburant, de médicaments, d'oxygène et d'équipements de survie, de même que les restrictions imposées aux déplacements des agents de santé, perturbent l'accès des Haïtiens aux soins de santé essentiels. Les femmes enceintes et leurs nouveau-nés sont fortement menacés. La plupart des ménages pauvres, déjà rendus vulnérables par l'inflation et les emplois mal rémunérés, continuent de souffrir de manière disproportionnée. De manière alarmante, la faim a atteint un niveau catastrophique dans le quartier de Cité Soleil de la capitale.

Nous condamnons sans réserve le blocus du carburant par des bandes armées, qui a eu un impact dévastateur à travers Haïti, mettant en danger la santé et la sécurité de milliers de personnes à Port-au-Prince et de millions de personnes à travers le pays. Nous demandons la fin immédiate du blocage du terminal de Varreux, le rétablissement de l'accès aux services de base indispensables, notamment les hôpitaux, l'eau et l'assainissement, et la fourniture sans entrave de l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin.

Au milieu de la crise humanitaire, nous restons extrêmement préoccupés par la violence ciblée et les enlèvements. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que des bandes armées se servent de la violence sexuelle comme arme pour inspirer la peur, punir, soumettre et faire souffrir les populations locales. Nous condamnons fermement de tels actes et demandons instamment aux autorités haïtiennes de demander des comptes aux responsables et de veiller à ce que les victimes et les survivants reçoivent un soutien. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que la violence des gangs, les enlèvements et les intimidations ont déplacé des personnes de leurs foyers, dont 96 000 personnes rien qu'entre juin et août.

Les enfants sont gravement touchés par les multiples crises en Haïti. Le siège de certaines parties de la capitale et d'autres collectivités par des gangs armés a entraîné la fermeture d'écoles, ce qui empêche plus de trois millions d'enfants d'aller à l'école. Les enfants sont les plus menacés par la propagation du choléra. Plus de la moitié des cas de choléra concernent des enfants, car les niveaux élevés de malnutrition les rendent plus vulnérables que les adultes. Nous condamnons fermement le fait que les enfants soient la cible d'enlèvements, de violences sexuelles et de recrutement par des bandes armées. La prospérité future et le développement durable d'Haïti dépendent de l'épanouissement de sa jeunesse.

Le Groupe salue les efforts consentis par le gouvernement haïtien, avec le soutien des Nations Unies et d'autres organisations internationales, nationales et locales de la société civile, pour répondre aux besoins humanitaires de la population et mettre en place une réponse efficace au choléra, fondée sur l'expérience et l'expertise des autorités nationales.

Nous appelons la communauté internationale à démontrer sa solidarité avec le peuple haïtien et à renforcer son soutien à la réponse humanitaire et à la lutte contre le choléra en Haïti, notamment en contribuant au Plan de réponse humanitaire 2022 pour Haïti, qui n'a reçu que 36 % des 373,2 millions de dollars demandés,

et à tout appel humanitaire à venir, de même qu'à aider à relever les autres défis multidimensionnels auxquels le pays est confronté.

La communauté internationale doit agir rapidement pour soutenir les efforts menés par les Haïtiens en vue de rétablir la sécurité dans le pays, afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, d'atténuer les souffrances de la population et de contribuer à créer les conditions du développement à long terme du pays.

Nous demandons en outre à la communauté internationale de veiller à ce que les efforts visant à remédier à la situation politique et sécuritaire s'accompagnent d'un développement social et économique global afin de renforcer l'autonomie et la résilience d'Haïti et d'assurer la durabilité de toute aide fournie.

Nous soutenons fermement la résolution 2653 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a établi un nouveau régime de sanctions pour Haïti. S'il est effectivement mis en œuvre, ce régime obligera les chefs de gangs, politiques et commerciaux qui ont contribué à cette crise humanitaire et ceux qui les financent à rendre des comptes.

Nous continuons à encourager les autorités nationales, la société civile haïtienne, les représentants politiques et le secteur privé à s'engager activement dans un dialogue national inclusif afin de résoudre la crise politique et de travailler de manière constructive à la tenue d'élections législatives et présidentielles crédibles, libres, justes et transparentes.

Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti d'ECOSOC est formé de l'Argentine, des Bahamas, du Belize, du Bénin, du Brésil, du Canada (président), du Chili, de la Colombie, de la République dominicaine, du Salvador, de la France, d'Haïti, du Kenya, du Mexique, du Pérou, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de l'Espagne, de Trinité-et-Tobago, des États-Unis d'Amérique et de l'Uruguay. Le président de l'ECOSOC est membre de droit du Groupe. Il a été initialement formé en 1999 et son mandat est de suivre de près et de fournir des conseils sur la stratégie de développement à long terme du pays.